

Halieutis: Akhannouch présente son bilan à deux ans de l'échéance

A deux ans de l'arrivée à échéance du plan Halieutis en 2020, Aziz Akhannouch présente son bilan avec des taux de réalisation des objectifs qui dépasse dans la plupart des cas les 80% hormis dans le secteur de l'aquaculture où quelques retards ont été enregistrés. Détails.



Le ministre de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, Aziz Akhannouch, a inauguré ce 20 février à Agadir la cinquième édition du salon Halieutis auquel prennent part plus de 250 exposants d'une quarantaine de pays.

Ce salon a été l'occasion pour le ministre de présenter le bilan de ce plan lancé par le Roi Mohammed VI en 2009, et ce à deux ans de son arrivée à échéance en 2020.

"Nous avons commencé à travailler concrètement sur la mise en oeuvre de la stratégie Halieutis en 2010. Nous nous dirigeons vers la fin de ce programme en 2020 et nous allons voir après quelle suite lui sera donnée pour le futur", avance Aziz Akhannouch au début de la conférence de presse qui a suivi l'inauguration du salon.

Les chiffres présentés par le ministre sont détaillés.

Une production mieux valorisée

A fin 2018, le secteur a enregistré un volume de débarquement de 1,37 million tonnes. "La moyenne annuelle

varie entre 1,3 et 1,4 million de tonnes en fonction de la biomasse et de la pêche", explique le ministre. "Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de la production de 2,3% entre 2010 et 2018", ajoute-t-il.

Ces chiffres correspondent à 83% de l'objectif fixé par Halieutis qui est une production de 1,6 million de tonnes. "Si nous arrivons d'ici 2020 à faire 1,5 nous serons à 90% de l'objectif. Ce sera une grande réalisation", déclare le ministre.

En valeur, le secteur représente un chiffre d'affaires de 11,4 MMDH en 2018 avec une croissance annuelle moyenne de 7,2%.

En ce qui concerne les exportations, elles ont été de 777.000 tonnes en 2017. Soit une hausse de 6,3% par rapport à 2016. La croissance annuelle des exportations en volume depuis le démarrage du plan est de l'ordre de 5%.

Les exportations en valeur sont de l'ordre de 22 MMDH (2,3 MMDH de dollars à peu près) soit une hausse de 3,4% par rapport à 2016.

"Cela représente 9% du total des exportations marocaines et 45% des exportations agroalimentaires", explique le ministre en précisant que la croissance annuelle du CA export de 2010 à 2017 est de 7%.

"C'est une belle performance", commente-t-il.

Sur l'**export**, l'objectif de la stratégie Halieutis (3,1 MM de dollars) a été atteint à 74%. "Il faut dire que c'était un objectif élevé par rapport à l'époque où nous avons mis en place cette stratégie", reconnaît Aziz Akhannouch. Pour ce dernier, le secteur pourra atteindre les 2,7 MM de dollars d'export à l'horizon 2020.

Le Marocain consomme autant de poisson que l'Australien

En terme de consommation nationale de poisson, le ministre avance les derniers chiffres livrés sur le sujet par le HCP et qui datent de 2014. Le Marocain consomme 13,6 kg par an. "Ce niveau de consommation est presque semblable à celui de l'Australie où la consommation moyenne est 13,9 kg", avance le ministre.

"Cette moyenne était de 11 KG au démarrage du plan Halieutis. C'est donc une très belle évolution ce qui correspond à 85% de l'objectif fixé par Halieutis qui était de 16 kg", ajoute-t-il.

En actualisant les chiffres, Aziz Akhannouch pense que la consommation serait aujourd'hui dans les alentours de 15 kg/hab/an. Donc nous ne serons pas loin à l'horizon 2020.

Par ailleurs, le ministre avance que les activités du marché de gros ont enregistré une croissance annuelle de 15% depuis 2012. "La valorisation et la chaîne de valeur sont en train d'évoluer de manière positive", avance-t-il.

Selon les propos du ministre, "tout le réseau de l'ONP a été modernisé ainsi que les halles de poisson première vente et les marchés de gros". "Bien évidemment, il faut que les communes fassent leur travail pour moderniser les marchés dans les villes. C'est leur travail d'assurer la traçabilité des produits et d'offrir un endroit attractif pour que le poisson arrive au consommateur dans les meilleures conditions. Chacun a sa responsabilité qu'il doit assumer", déclare le ministre.

Plus de 200.000 emplois dans le secteur

En termes d'emploi, le ministre avance des chiffres à fin 2017. Ainsi, il y a 108.000 emplois en mer et 97.000 emplois en terre. Cela représente 84% de l'objectif fixé.

Pour ce qui est des investissements privés, le secteur a attiré 600 MDH en 2016. Sur la période 2010-2017, la croissance annuelle moyenne des investissements privés est de 13%.

Le PIB de la pêche, aquaculture et industries de pêche a été de 17,1 MMDH en 2017. "Il sera sûrement supérieur cette année et il a connu une croissance annuelle de 10% entre 2007 à 2017 ce qui correspond à 80% de l'objectif fixé à 21 MMDH", explique Aziz Akhannouch.

"Nous avons encore des marges de man?uvres malgré que la distance parcourue soit importante", ajoute-t-il.

Démarrage tardif pour l'aquaculture

Dans le secteur de l'aquaculture, le ministre avoue qu'il y a du retard malgré le travail exceptionnel qui a été fait. "Nous n'avons pas encore les résultats de ce qui a été lancé mais nous ambitionnons d'arriver à une production moyenne de 200.000 tonnes en partant d'une production de... 500 tonnes", explique-t-il.

Pour le ministre, un travail remarquable a été fait dans ce domaine, qu'il résume comme suit :

- La création de l'agence de l'aquaculture et sa structuration.
- L'exploration du milieu marin par l'Institut national de la recherche halieutique. "Ce travail a pris entre deux et trois ans parfois même 4 ans sur certaines régions, mais il nous a permis d'avoir une meilleure connaissance de nos possibilités et cibler l'offre", explique le ministre.
- La définition des zones aquacoles à développer et leur répartition.
- La négociation avec les autorités locales pour que ces zones soient affectées aux projets aquacoles.
- Le lancement des appels d'offres par l'Agence nationale du développement de l'aquaculture.

Sur ce dernier point, le ministre révèle quelques réalisations. Plusieurs Appels d'offres ont été lancé par l'ANDA notamment dans 5 régions.

A Dakhla, 244 projets ont été présélectionnés dont 100 sont des projets portés par des jeunes entrepreneurs de la région. "Cela va consolider un investissement de 800 MDH pour une création d'emplois, entre 2.500 et 3.000 à terme", explique le ministre.

La région du Souss et la baie du grand Agadir comptent 23 projets sélectionnés, attribués avec contrats d'investissement signés de l'ordre de 400 MDH avec à la clé 630 emplois. "La balle est dans le camp des investisseurs", avance le ministre.

A Tanger-Tétouan-Al Hoceima, 7 projets ont été sélectionnés pour un investissement de 58 MDH et 150 emplois. Un second appel d'offres est en cours d'instruction.

Quant aux dossiers relatifs aux régions de l'Oriental et Guelmim, ils sont toujours en cours d'instruction.

" A terme, nous allons atteindre les 140.000 tonnes grâce à tous ces projets à l'horizon 2022", promet le

ministre.